

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

COLÈRE

Encore une bonne raison de descendre dans la rue pour crier sa colère : on va privatiser le Crédit Lyonnais, et cette nouvelle bêtise se double d'une sale tour de passe-passe. Pour que l'offre soit attrayante, on va créer une « société écran » destinée à recevoir toutes les mauvaises créances détenues par la banque, soit 30 à 40 milliards de francs. A charge pour l'État (donc pour le contribuable) de régler une partie de ces créances.

Ainsi, Matignon ne se contente plus de brader les entreprises et les établissements nationalisés pour continuer à distribuer des cadeaux à sa clientèle politique. Maintenant, on passe l'éponge sur de colossales erreurs de gestion, sur des compromissions financières plus que douteuses, et on couvre le principal responsable - Jean-Yves Haberer - au point de lui confier la présidence du Crédit national après son départ du Crédit Lyonnais.

Les clients du Crédit Lyonnais qui sont pénalisés pour un découvert de 500 F apprécieront : L'homme qui a creusé un trou de 30 à 40 milliards de francs a conservé quant à lui son carnet de chèques.

Pas besoin d'être manipulé par les trotskistes pour descendre dans la rue : il suffit de lire les journaux.

URGENCE

Changer la société !



Economie

Privatisation danger !

(p. 4)

Entretien

Justice et médias

(p.6/7)



La jeunesse insultée

Aujourd'hui, il semble qu'il y ait pire encore : la jeunesse insultée, humiliée, méprisée, dévalorisée par ceux là mêmes qui revendiquent abusivement l'héritage du Général. Jeunesse majeure qu'ils voudraient mettre en « tutelle » - et pourquoi pas en curatelle ? - en attendant de surcroît les signes de reconnaissance que leur vaudrait une si grande sollicitude, comme si les jeunes devaient souscrire à cette exaltante perspective d'être, grâce à eux, une génération sinon perdue du moins sérieusement dévaluée, condamnée à vivre au rabais et vouée à devoir se satisfaire de tous les rabaisements qu'on ose lui proposer sans vergogne !

S'il est vrai que les peuples ont souvent les gouvernants qu'ils méritent, gageons que la jeunesse d'aujourd'hui aura à cœur de ne plus s'en laisser conter par des politiciens discrédités, usés jusqu'à la corde, davantage préoccupés par leurs stratégies électorales que par le sort de leurs concitoyens. Car depuis vingt ans seule la politique du « après moi le déluge » semble avoir inspiré nos élites.

De TUC en CES, de SIVP en CIP, en passant par les « contrats de qualification bidon » ou les formations en alternance qui ne profitent

A Malraux qui un jour évoquait le naufrage de la vieillesse, de Gaulle, rêveur, répondait : « *Oui, mais il y a pire : la jeunesse ensablée... la jeunesse qui s'échoue... l'enfance assassinée par les mauvais maîtres...* ».

qu'aux aigrefins du patronat, voilà plus de quinze ans - de Barre à Balladur - qu'on s'évertue à parquer les jeunes dans des stages sans débouchés ou de les orienter vers des filières de plus en plus douteuses, sans autre objectif que de minorer les statistiques de l'ANPE, réputées avoir un effet déplorable à la veille des grandes consultations.

Or ces vieilles recettes éculées ne valent pas davantage pour les jeunes que pour leurs aînés, promis quant à eux au sort glorieux de RMistes !

Nul remède ne peut-être apporté au cancer du chômage qui ravage notre tissu social si l'on ne daigne considérer que c'est l'ensemble de nos structures qui doit être remis à plat pour en bâtir d'urgence un autre.

Le grave malaise qui nous frappe ne date pas d'aujourd'hui, et M. Balladur est mal venu de remettre une pincée de « société bloquée » dans la soupe quotidienne que lui sert TF1, comme si cet homme là et ses « amis de trente ans » n'étaient pour rien dans le sabordage délibéré des projets gaullois de « nouvelle

société » et de « participation », sans lesquels le monde moderne risquait effectivement de perdre la mesure de l'homme.

Depuis cette époque, paralysée par leurs spéculations partisans ou obnubilés par leurs soi-disant destins de présidentiables, les politiciens ne nous ont servi que purges, lavements, cautères, resucées de CSG, saignées, vomitifs et emplâtres... jargonnant dans leur langue de bois comme des Diafoirus saoulés par leurs formules creuses.

Quel homme politique oserait dire aujourd'hui que nous sommes moins confrontés à une crise de l'emploi qu'à une mutation de société ?

Derrière les restructurations, les délocalisations, le développement des nouvelles technologies et la course infernale à la productivité percent des bouleversements fondamentaux qui exigent de reconsidérer toutes les données de base de la répartition du travail et l'organisation sociale de notre nation. Thèmes qui ne sont pas très électoralistes. Mais l'entreprise traditionnelle est

aujourd'hui irrémédiablement condamnée, comme est condamnée cette forme de démocratie dévoyée qui confisque la souveraineté populaire au profit de carriéristes - petits commis de l'ENA qui se parent des plumes de l'homme d'État - ne laissant plus à une pléthore de mécontents d'autre issue que de désertir les bureaux de vote ou de descendre dans la rue.

Cette jeunesse bafouée n'avait donc, pour l'instant pas d'autre alternative que de se mobiliser massivement pour faire entendre sa juste colère. Et elle aurait eu tort de s'en priver, puisque M. Balladur, franc du collier comme un âne qui recule, ne semble comprendre que ce langage là. Au-delà de la fièvre des cortèges, puisse-t-elle être assez lucide pour comprendre qu'elle n'a plus rien à attendre du petit personnel politique qui feint de nous gouverner, et qu'il lui appartient de fixer elle-même, dans les plus brefs délais, les contours de la société dans laquelle elle veut vivre. Dignement. Tel est l'enjeu du prochain printemps de Paris, qui pourrait être chaud. Sinon, nous aurions vraiment franchi le cap de la désespérance. Tout deviendrait alors possible, même le pire.

Guy LECLERC-GAYRAU

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Jacques Chirac entre en campagne

On pourra dater d'Égletons, le 26 février 1994 à 20 heures 30 précises, l'entrée en campagne présidentielle de Jacques Chirac.

Venu présenter son candidat aux élections cantonales de mars, le président du RPR a d'abord dû affronter, et c'est la première fois au cœur de son fief, la fronde d'une importante fraction de ses amis politiques. En effet, pour assurer la succession d'André Crouzette, démissionnaire du fauteuil de maire d'Égletons et peu désireux de solliciter un nouveau mandat au Conseil général, Henri Brousse, coopté par le député Chirac et la majorité départementale RPR-UDF, trouvera contre lui Bernard Combasteil, ancien secrétaire départemental du RPR et soi-disant investi par ce Rassemblement !

Le maire de Paris, rappelant qu'il aurait volontiers autrefois, à défaut de la capitale, pris la tête de la municipalité d'Égletons, s'est employé à dénier toute légitimité aux contestataires et à prier les présents de leur rappeler qu'ils encouraient le risque de favoriser en Corrèze la « *réhabilitation* » des socialistes qui ont « *fait tant de tort au pays* ». Jacques Chirac a fait état de « *la peine* » que lui causait cette division, mais aussi de la fidélité témoignée par les sénateurs, Belcour et Mouly, et le député de la Basse Corrèze, ce qui laisse entendre que le tullan Raymond-Max Aubert ou le briviste Murat aurait épousé le parti des dissidents.

Mais à l'étonnement de l'assistance, ces escarmouches locales n'étaient que hors d'oeuvre au discours « *plus général* » que le Président du RPR avait décidé de tenir à cette occasion. Retrouvant les accents du « *travailleisme à la française* » qui avaient résonné déjà à Égletons pour sonner le glas de sa coexistence avec Giscard d'Estaing, il s'est vigoureusement élevé contre le conservatisme triplement incarné par les syndicats, le patronat, et

« *une élite de responsables politiques inconsciente des dangers qui menacent* », pratiquant l'inertie devant les blocages au moment où une « *nouvelle politique courageuse* » s'imposerait au pays.

Pour donner des exemples des changements indispensables, l'ancien Premier Ministre a évoqué tour à tour trois aspects de la politique de l'emploi et l'agriculture. Égratignant au passage le



ministre du budget Nicolas Sarkozy, il s'est plaint de l'inertie opposée par l'administration à ses conseils touchant à la fusion nécessaire de l'UNEDIC et de l'ANPE, à une réforme fondamentale du statut du chef de famille qui devrait jouir du statut fiscal de chef d'entreprise, et à l'ampleur générale des charges sociales qui restent dissuasives et encouragent l'escalade des gains de productivité par la surenchère technologique aux dépens de l'emploi.

Il a préconisé, à l'exemple de nos voisins, le remplacement des licenciements secs par les solutions flexibles du temps partiel, de la semaine de quatre jours et de la retraite progressive, ainsi que l'encouragement à la création d'emploi de proximité et de convivialité bénéficiant de formations qualifiantes qui leur ôtent le label dépréciatif de « *petits boulots* ». L'ancien ministre de l'Agriculture a enfin rendu hommage au ministre des Affaires étrangères qui a su nous tirer des difficultés du GATT, et proposé que la France et l'Europe ripostent aux mesures américaines en exonérant nos agriculteurs de toutes charges sociales, fiscales et financières afin de rendre leurs produits compétitifs à l'exportation et d'« *ouvrir l'Europe sur le monde* ».

Finalement, Jacques Chirac a averti les responsables de ne pas s'entêter dans une « *politique d'hétérophiles* », qui consiste à rajouter sans cesse des disques jusqu'à ce que la France ne puisse plus soulever la charge. Revenant aux affaires corréziennes il a établi un parallèle transparent entre la candidature irresponsable qui s'oppose à Henri Brousse « *l'homme solide et compétent* » qu'il préconise, et celle qui pourrait contrer sa propre démarche au plan national. Confirmant qu'il ne manquera « *pas de participer à la campagne présidentielle* », il a mis en garde contre des « *primaires* », « *la démocratie n'étant pas toujours la meilleure conseillère pour le choix des candidats* », et comparant la crise actuelle à celle de 1958, il a souhaité que le même sursaut populaire sauve le pays de l'inconscience de ses élites. En ce printemps pluvieux et cependant que sortent les crocus, les premiers thèmes de la future campagne chiracienne sont ainsi offerts en bouquet de primeurs à une opinion divisée, frileuse, et peu printanière.

François-Gustave CROUZET

Snobs

Dès la présentation par Jacques Toubon d'un projet de loi sur la langue française, les snobs ont repris leurs vieilles rengaines : loi ringarde, loi ethnique, loi contraire au mouvement de l'histoire...

Si, du moins, les snobs parlaient un bon anglais ! Mais ils utilisent d'ordinaire, avec un accent à couper au couteau, des mots dont l'usage est parfois inconnu à Londres et à New-York. Et si les snobs avaient, de surcroît, la culture juridique nécessaire à une critique sérieuse ! Hélas, ceux qui ricanent et condamnent ignorent, par exemple, que la loi de 1975 prévoit déjà la rédaction en langue française des notices explicatives et des contrats de travail, l'usage exclusif du français dans la présentation et la désignation des produits, dans la publicité écrite ou parlée et, aux termes d'une circulaire de 1977, l'usage de la langue française dans tous les lieux publics. Comme cette législation ancienne n'est pas respectée, toute la question est de savoir si les sanctions seront désormais réellement dissuasives.

Quant à l'usage obligatoire du français dans les colloques tenus en France, il est d'autant plus normal que tout un chacun peut avoir recours à la traduction simultanée, qui accroît le confort de l'écoute et la qualité de la participation aux discussions.

S.F.

Vous appréciez la lecture de Royaliste, vous êtes plutôt d'accord avec nos analyses, vous souhaitez nous aider, alors, pourquoi ne pas ADHÉRER à la N.A.R. ?

Demandez-nous le formulaire pour adhérer en téléphonant au (1)42.97.42.57

Jimmy

Balladur vend les bijoux !

Quand Philippe de Villiers lança son mouvement pour la *Défense des Valeurs*, les bien-pensants se réjouirent : de la droite pure et dure, mais avec château, particule, mandats en vieux terroirs, diplôme de l'ENA, puis un ministère. Somme toute, un homme qui disait la même chose que Le Pen, mais qui savait se tenir dans les salons.

Nous avions, quant à nous, interprété l'événement à la manière dont Édith Cresson qualifia un jour M. Giscard d'Estaing en proie à un accès de fièvre xénophobe. Philippe de Villiers ? C'est Le Pen dans un bas de soie... Ici et là, on s'indigna : jalousie ! méchanceté gratuite ! gauchisme impénitent !

Et voici, tout à coup, que l'homme se révèle. Décidant de conduire une liste pour les élections européennes, il fait appel à James Goldsmith, dit Jimmy, pour figurer au deuxième rang sur ladite liste.

Nul ne savait, lorsque M. de Villiers évoquait la défense des valeurs, que le vendéen marquis songeait aux valeurs boursières. Et nul ne soupçonnait à quel point le cynisme était consubstantiel au chantre du traditionalisme. Car peu importe que M. Goldsmith ait changé d'idées en matière économique et qu'il brûle aujourd'hui ce qu'il encensait hier : il reste avant tout un homme d'argent, un spéculateur, un de ces financiers qui achètent et revendent des entreprises - donc celles et ceux qui y travaillent - pour en tirer profit. Tout le contraire des valeurs traditionnelles, du respect du travail, du souci de la nation. Dans l'imposture, Le Pen est un gamin, et de Villiers un maître.

Y.L.

Nous avons besoin de vous...

adhérez à la N.A.R. !

Demandez-nous le formulaire d'adhésion en téléphonant au (1)48.97.42.57

Le gouvernement de M. Balladur peut avoir quelques raisons de se montrer satisfait de l'accueil réservé par le public à ses deux derniers programmes de privatisation. A première vue tout pourrait sembler merveilleux et pourtant...

Le succès de ces privatisations est indéniable puisque la dernière en date va permettre, à plus de trois millions de Français, d'acquiescer la part qui leur est laissée du capital de ELF, première entreprise de notre pays.

Beaucoup de choses sont cependant contestables dans ces opérations de dénationalisations, tant au plan financier qu'à celui de la politique industrielle de notre pays dans les prochaines années.

Tout d'abord il serait temps de se rendre compte que la hâte du Gouvernement à « fourguer les bijoux de famille » en dit long sur la situation pour le moins délicate des comptes de la Nation. Le redressement est un leurre et seule une habile façon de présenter les choses, assortie d'un soutien sans faille des principaux médias, peut faire encore prendre des vessies pour des lanternes.

En cédant tour à tour à tous ceux qui élevaient la voix un peu fort, Édouard Balladur n'a fait que laisser se creuser des déficits, certes préoccupants, mais encore raisonnables à son arrivée. Foin de l'idéologie libérale ! les actuelles privatisations ne sont réalisées que pour permettre de boucler des fins de mois difficiles. L'incurie des gouvernants risque fort d'amener l'accélération du processus. L'apport au budget de l'État se fait au détriment des entreprises que l'on vend sciemment légèrement en-dessous de leur valeur réelle. La manoeuvre permet aux acheteurs-spéculateurs d'empocher en quelques jours une jolie plus-value par le simple jeu de la cotation boursière qui rend bien vite à l'action sa valeur réelle. Ce petit avantage aide nettement à la vente.

Le choix de ce que l'on n'appelle plus les « noyaux durs », s'il se fait plus discrètement qu'en 1986-1987 ne lui cède en rien au plan de l'efficacité. Les quelques grands groupes menés par les amis de monsieur le Premier ministre de la République française profitent une nouvelle fois de l'aubaine. Certains nommeront cela le sens de l'amitié, mais l'expression de « reconnaissance du ventre » semble plus proche de la vérité. On peut d'ailleurs se demander si la politique économique de notre pays sous certains aspects n'est pas arrêtée par les états-majors de ces grands groupes « amis ».

Mais il y a pire. Privatiser aujourd'hui comporte d'importants dangers. S'il est vrai qu'il ne revient pas à l'État de produire des biens de consommation, sauf dans les secteurs sensibles, il n'est pas moins vrai qu'au Gouvernement de notre pays revient l'obligation de tout mettre en oeuvre pour faciliter l'élaboration et le bon fonctionnement des éléments essentiels concourant au déroulement harmonieux de notre vie économique et sociale. L'industrie en est l'un des principaux.

Il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour se rendre compte que nous nous trouvons à l'une de ces époques charnières qui ont jalonné l'Histoire de la civilisation. Le développement de moyens rapides et sophistiqués de communication, de conception et de production fait que nous entrons dans une ère différente. On voit aujourd'hui émerger des puissances économiques nouvelles, et compte tenu du faible taux de croissance on ne peut que constater que ce développement se fait au détriment de notre appareil de production, et par conséquent de la

population active de nos pays développés.

L'industrie est en train de connaître un bouleversement identique à celui qu'a connu le monde agricole, qui a vu en quelques décennies sa production exploser et sa main d'oeuvre fondre dans des proportions énormes. Il faut cesser de rêver à je ne sais quelle croissance miracle qui permettrait de passer sans heurts d'un état à l'autre. Nous sommes au-devant de restructurations fondamentales qui vont avoir, entre autre, pour effet de laisser bien des gens sur les bas-côtés de la route. Cela tout le monde le sait mais personne n'a encore eu le courage de le dire vraiment, en termes simples, compréhensibles par tous. Freiner et a fortiori retourner le processus est pratiquement impossible, l'accompagner est possible, faisable et souhaitable.

Or compte tenu de l'inertie et du manque d'imagination de beaucoup des autres acteurs de l'économie, l'État doit conserver un rôle actif et moteur dans l'industrie. Il lui faut disposer des moyens d'agir directement sur le travail et la formation professionnelle. Pour cela conserver des entreprises pour tester puis lancer des formules nouvelles semble nécessaire. C'est aux politiques de trouver des solutions à un problème qui commence seulement à se poser et qui est lourd de menace sur la paix sociale, au sens large, de notre pays.

La solution de cet important défi ne passe pas uniquement par cela, bien naturellement, mais en se dégageant notre Gouvernement prend des risques dont il n'est pas sûr qu'il ait une claire conscience. Pour passer de l'état d'homme politique à celui d'homme d'État il faut avoir le sixième sens, celui de la vision de l'avenir. Et rien, vraiment rien, ne permet de penser que le Premier ministre le possède.

Pascal BEAUCHER

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine

La confédération croato-musulmane réjouira Otto de Habsbourg mais inquiète la France.

Lorsque la ville de Sarajevo s'est dotée pour la première fois d'une administration librement élue, le pont Princip a été rebaptisé pont François-Ferdinand. Le nom de la victime a remplacé celui de l'assassin (1).

Dans ses passionnantes « *Mémoires d'Europe* » (2), cet illustre témoin du XX^e siècle qu'est l'archiduc Otto de Habsbourg vit la situation dans les Balkans comme une histoire personnelle : son fils y a connu sa femme durant les combats en Croatie, « une très importante délégation de musulmans de Bosnie était venue participer à l'enterrement de ma mère (l'impératrice Zita) à Vienne, avec à sa tête des chefs religieux ». Les analyses que formule « le meilleur prophète de l'avenir pour n'avoir rien oublié du passé », selon le mot de l'historien Pierre Chaunu, s'inscrivent dans la plus longue histoire. Elles retiennent l'attention et suscitent la réflexion.

Ce n'est pas un hasard si la mise au point du projet de fédération croato-musulmane pour la Bosnie-Herzégovine se discute présentement à Vienne (3), mais, signe des temps, non plus à Schönbrunn ou à la Ballplatz, mais à l'Ambassade américaine ! On peut se demander si Washington, qui a sorti ce nouveau plan comme un lapin du chapeau - à la grande surprise des Européens s'escrimant à peaufiner un toujours plus impossible plan Vance-Owen - partage la même

analyse historique qu'Otto de Habsbourg. On est en droit de soupçonner qu'il s'agit plutôt d'un nouvel acte de *real politic* autorisant la reconnaissance du fait accompli de la grande Serbie sous garantie russe, à moins qu'il ne s'agisse d'une réplique de l'accord israélo-palestinien (Sarajevo = Jéricho).

Il est piquant de relever que Clinton laisse la garantie de l'autre ensemble ou sous-ensemble croato-musulman à l'Union européenne qui n'a pas été consultée, sauf peut-être les Autrichiens, leur meilleure carte pour l'adhésion, et par eux les Allemands qui sont appelés à financer les compensations offertes au Président Tudjman pour qu'il se prête au jeu et écarte ses propres nationalistes (4). Quant aux Musulmans, ils connaissent maintenant la limite du soutien en paroles du Secrétaire d'État américain qui a fait d'une pierre deux coups : il gagne la reconnaissance du monde musulman mais il n'y aura pas pour autant de mini-État musulman à Sarajevo. Les Musulmans exerceront leur souveraineté de concert avec les Croates.

En tout bien tout honneur, la France en restant fidèle à l'idée yougoslave s'est mise mal avec tout le monde. Elle qui a fait le plus sur le terrain et dans l'action diplomatique pour sauver la face à Belgrade, défendre le patrimoine mondial à Dubrovnik et n'oublier aucune des « poches » musulmanes de Bosnie, n'est pas reçue par les Serbes, supporte le péché originel de s'être opposée la plus longtemps à l'indépendance de la Croatie et ayant fini par faire pression sur les Musulmans pour qu'ils ne refusent pas « le moins mauvais » partage territorial proposé, s'est trouvée doublée par les Américains partout dans le monde musulman. Trop injuste, dira-t-on. Nous sommes restés fidèles à l'esprit d'équilibre qui voulait

- nous avons osé le dire dans ces colonnes - que l'on n'humilie pas la nation serbe, distincte de ses dirigeants du moment ou de ses gens d'armes, mais qu'en même temps l'on reconnaisse comme légitime l'héritage islamo-ottoman de la Turquie d'Europe.

De même qu'il était criminel de poursuivre la destruction de l'Empire d'Autriche Hongrie après le renversement d'alliances de 1756, sous prétexte que pendant plusieurs siècles la maison d'Autriche avait été l'ennemie de la maison de France, de même l'Empire Ottoman était devenu une force d'équilibre en Europe après qu'on l'ait bouté hors de Vienne, de Hongrie, de Serbie et de Bulgarie. Il est scandaleux à cet égard que les discussions techniques sur la levée du siège de Sarajevo à Bonn entre Européens, Américains et Russes n'aient pas fait sa place à la Turquie. Nous ne cessons d'avertir : on en verra les conséquences.

Nous aurions peut être gagné à être plus clairs sur nos motivations, à dire certaines vérités comme Otto de Habsbourg qui joint ici sa voix à celle du prince Charles d'Angleterre pour prôner le dialogue avec l'Islam. Cet unanimité des héritiers des grandes maisons européennes doit faire réfléchir.

Yves LA MARCK

(1) L'attentat de Sarajevo, détonateur de la Première Guerre mondiale, fut perpétré par le Serbe G. Princip contre François-Ferdinand de Habsbourg, archiduc d'Autriche et prince héritier.

(2) Otto de Habsbourg - « *Mémoires d'Europe* » entretiens avec Jean-Paul Pécaper - Ed. Critérion. Prix franco : 115 F.

(3) La Bosnie-Herzégovine, tout en demeurant théoriquement sous souveraineté ottomane, fut confiée par le Congrès de Berlin de 1878 à l'administration de Vienne qui l'annexa en 1908 pour faire pièce à la révolution jeune-turque et à l'élection d'un Parlement à Constantinople avec des députés bosniaques.

(4) On lui fait espérer la réintégration de la Krajina dont Otto de Habsbourg montre que les Serbes étaient sujets de l'Empereur au contraire de ceux de Serbie.

BRÈVES

◆ CHINE : Le frère cadet du dernier empereur de Chine, Aisin Gioro Pu Jie, est décédé lundi 28 février à 87 ans d'un cancer. Marié en 1937 à la princesse japonaise Hiro Saga, le frère de Pu Yi avait lui aussi participé à l'aventure nipponne en terre mandchoue. Avec Pu Yi, Pu Jie avait été fait prisonnier par les Soviétiques à la défaite japonaise avant d'être livrés à la Chine communiste qui les enferma dans un camp de rééducation. Amnistié en 1960 après qu'il se soit autodénigré, il garda une psychologie perturbée de ces années de détention. Tout en s'étonnant du succès remporté par l'oeuvre cinématographique de Bernardo Bertolucci, « *Le dernier empereur* », Pu Jie avait prodigué ses conseils au réalisateur.

◆ RUSSIE : La Russie serait-elle rattrapée par son passé impérial ? Avant la visite d'État que les souverains britanniques doivent effectuer à Moscou au courant de l'année, la Russie se passionne pour les résultats scientifiques publiés par une revue anglaise sur l'étude des « codes génétiques » des corps retrouvés en 1989 à 30 km de Iekaterinbourg. On pensait à juste titre qu'il pouvait s'agir de ceux de la famille impériale assassinée dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918. Grâce à une prise de sang pratiquée sur le Duc d'Edimbourg, mari de la reine d'Angleterre, en sa qualité de proche parent de la défunte tsarine Alexandra (sa grand-mère, Victoria de Hesse était la soeur de la tsarine), on a pu prouver qu'il s'agissait bien du corps de la tsarine. Même démonstration a été faite pour le tsar Nicolas II et trois de ses filles. Le mystère reste cependant entier en ce qui concerne le tsarévitch Alexis et une de ses soeurs - Maria ou Anastasia - dont on n'a pas retrouvé les corps. Au mois de juillet prochain, les restes des membres de la Famille Impériale devraient être solennellement inhumés dans la forteresse Pierre et Paul.

◆ SUEDE : Le roi Carl XVI Gustav et la reine Silvia ont effectué du 15 au 17 mars une visite officielle à Paris à l'occasion du millénaire de l'amitié franco-suédoise. Les souverains ont inauguré avec le couple présidentiel français l'exposition au Grand-Palais « Le Soleil et l'Étoile du Nord » avant de déjeuner à l'Élysée avec François et Danielle Mitterrand. Au programme de leur visite, le tricentenaire du Régiment royal suédois dans la Cour des Invalides, un dîner au Cercle Suédois, l'inauguration par le roi d'un colloque « Infrastructure, société et environnement », une conférence réunissant les industries françaises et suédoises, la remise du Prix d'Excellence 1994 pour une entreprise suédoise exportant en France et une rencontre avec le Premier ministre Édouard Balladur.

◆ GRANDE-BRETAGNE : Le prince de Galles a effectué le 16 mars une visite éclair à Paris au cours de laquelle l'héritier du trône britannique a été reçu par le Président de la République. Le prince Charles est venu assister à Paris au concert du Philharmonique Orchestra placé sous son haut patronage, et s'est également promené dans le Grand Louvre nouvellement restauré.

◆ TUNISIE : A l'occasion de l'élection présidentielle en Tunisie, le 20 mars, qui marque aussi le jour de l'indépendance, le prince Fayçal Bey, arrière petit-fils du Bey Lamine a profité de cette occasion pour s'exprimer. « *Notre famille depuis Hassan ben Ali en 1705 a toujours eu la vocation de servir le pays. J'ai été élevé dans cet esprit et mon grand-père, le prince M'hamed, nous répétait constamment que nous avions plus de devoirs que de droits. Par ailleurs, la Maison beylicale incarne une mémoire vivante. Elle est dépositaire d'une partie de notre histoire et de nos traditions. Ce patrimoine appartient à tous les Tunisiens et notre famille se doit de le préserver et de le transmettre.* »

Sortir du cirque médiatico-judiciaire

● **Royaliste** : Quel est le cheminement qui vous a conduit à écrire ce livre ?

Daniel Soulez Larivière : Je suis entré au Palais en 1968 et j'ai très vite constaté qu'il y avait des choses qui étaient écrites, et d'autres pas. Ainsi, il y avait un article 11 du code de procédure pénale qui prévoyait et qui prévoit toujours le secret de l'instruction - secret applicable aux avocats, aux juges, aux greffiers, aux policiers, bref à toutes les personnes qui participent à l'instruction d'une affaire. Mais j'ai constaté que l'information sur les affaires en cours circulait quand même. D'ailleurs, des journalistes me posaient des questions, et je ne voyais aucun inconvénient à leur présenter les thèses de la défense peu avant de les exposer à l'audience publique. Et puis, j'ai constaté que les journalistes avaient un bureau au Palais de justice, mais aussi des cartes, signées par le premier président de la Cour d'Appel, qui leur permettaient d'accéder aux couloirs des juges d'instruction - ce qui n'était pas écrit.

De fil en aiguille j'ai été amené à connaître le raz de marée médiatique dès les années soixante, puisque je me suis occupé de la Garantie foncière, qui a été une très grande affaire politico-financière : les journaux faisaient alors état de procès verbaux de l'instruction que les avocats de la défense ne connaissaient pas encore, ce qui m'a entraîné à une contre-attaque sous la forme d'une campagne de presse qui avait pour but de défendre un confrère emprisonné - et qui a été effectivement libéré. Fort de ce succès, j'ai organisé une nouvelle action en faveur d'un homme accusé de trahison, et condamné à quinze ans de réclusion : grâce à Gilles Perrault et à un comité de soutien composé de personnalités éminentes, mon client a été finalement libéré.

● **Royaliste** : Quelles conclusions avez-vous retiré sur le moment de ces campagnes ?

Daniel Soulez Larivière : Convaincu qu'il fallait parfois quitter le monde judiciaire pour faire corriger ses erreurs sur la scène médiatique, j'étais reconnaissant aux médias de jouer les redresseurs de torts. Mais ce changement de scène me paraissait tout de même étrange, et j'aurais préféré que les questions de justice soient réglées par l'institution chargée de cela.

Et puis, l'année dernière, je suis allé chez un juge d'instruction pour prendre connaissance d'un dossier, je quitte son cabinet un jeudi à midi et le lendemain je trouve dans la presse le compte-rendu de pièces du dossier que je n'avais pas vues la veille ! Ce qui m'a valu d'être interrogé par des journalistes sur des pièces qu'ils m'envoyaient par télécopie... Je me suis dit qu'une limite avait été dépassée et je me suis rendu compte, plus nettement encore dans cette affaire que dans toutes les autres, que tout ce que je pouvais dire ou faire n'était d'aucun poids lorsque les médias décidaient de prendre pour cible une personne : sa chute est l'événement attendu et provoqué par la campagne des médias, et c'est seulement lorsque la victime est à terre qu'on peut organiser un autre événement - celui de la résurrection du malheureux injustement frappé. Mais dans la phase d'acharnement médiatique, il faut prendre le parti de se taire car tout ce que vous dites est utilisé contre vous, toutes les déclarations qu'on vous demande de faire sont retournées contre vous.

Je me suis aussi aperçu qu'il y avait en plus incompatibilité entre la défense médiatique et la défense judiciaire. Au Palais de justice, l'avocat de la défense est face à un seul juge d'instruction. Mais si l'affaire s'engage sur le terrain médiatique, cet avocat se retrouve face à quatorze juges d'instruction qui sont les quatorze principaux

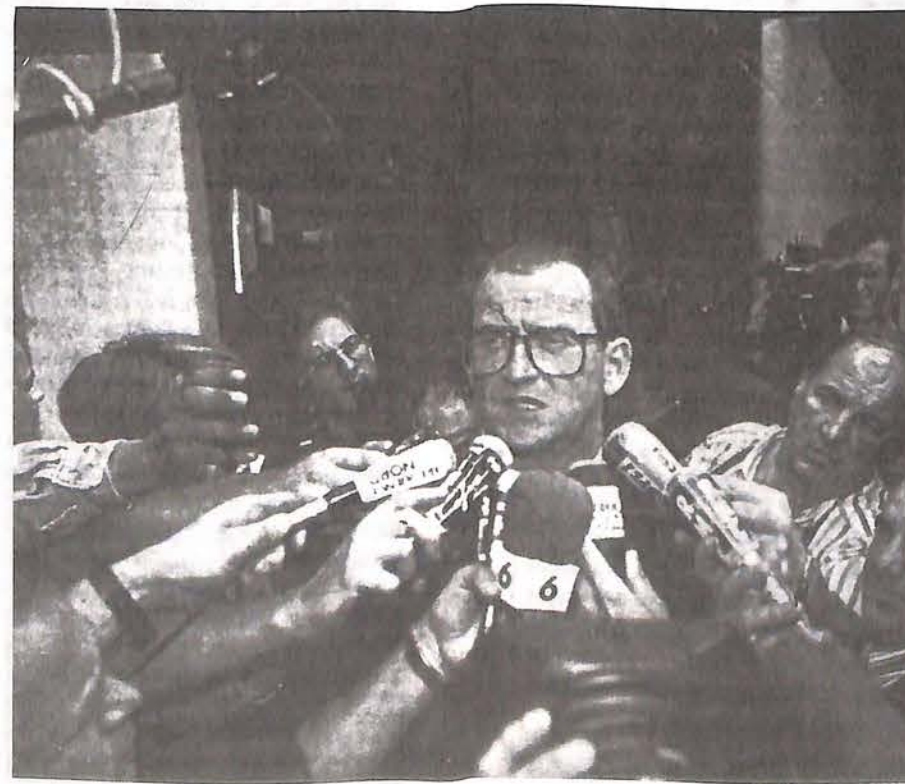
journalistes qui suivent l'affaire et il ne peut plus rien contrôler.

J'ajoute qu'il y a incompatibilité dans les messages. Lorsqu'on dit qu'un homme politique a reçu un million sur ses comptes, l'accusation est contenue dans l'information. Face à un juge, vous pouvez vous appuyer sur la loi qui concerne le financement des activités politiques et argumenter sur la différence entre un compte personnel, un compte de permanence et un compte de campagne. Mais ces explications, qui demandent du temps, et qui font référence à des dispositions complexes, ne peuvent être données en deux minutes devant une caméra : celui qui « a reçu de l'argent sur ses comptes » reste donc coupable même si ses comptes sont en ordre.

● **Royaliste** : De quand date le « cirque » que vous dénoncez ?
Daniel Soulez Larivière : Le cirque médiatico-judiciaire est nette-

ment apparu avec l'affaire de Bruay-en-Artois, lorsque la presse s'est acharnée de façon particulièrement ignoble sur un notaire - tandis que le fameux juge Pascal faisait totalement fi du secret de l'instruction. On a dit ensuite que ces pratiques étaient révoltantes, mais personne n'en a tiré de leçon puisque nous avons eu ensuite l'affaire Villemin, dans laquelle aucun élément d'enquête n'était tenu secret, et puis cet été l'affaire de l'Olympique de Marseille ou encore la publication récente dans *Le Point* de l'ordonnance d'un juge d'instruction sur une affaire dont il n'était pas chargé - et qui mettait en cause le président de la République. Mais il semble que ces deux dernières affaires aient provoqué un malaise dans l'opinion publique.

● **Royaliste** : Comment analyser cette dérive sur le fond ?
Daniel Soulez Larivière : Il y a



♦ Dans l'affaire de l'Olympique de Marseille le procureur Eric de Montgolfier multiplie les déclarations fracassantes lors de conférence de presse savamment dosées.

une grande confusion théorique. Depuis vingt ans, on justifie la disparition du secret de l'instruction par le fait que la justice doit être transparente. Soutenir ce point de vue, c'est ne rien comprendre à la justice, et négliger d'en décomposer les phases. Bien sûr, la justice doit être rendue publiquement, en des audiences publiques. Mais il y a aussi une phase de préparation du procès - celle de l'investigation sur le soupçon - qui doit quant à elle rester secrète puisque le juge examine des hypothèses qui concernent des personnes dont l'innocence sera peut-être vérifiée par la suite. Donc il faut bien séparer cette phase de l'instruction - secrète - et la phase du procès. Or nous avons une seule personne, le juge d'instruction, qui enquête et qui décide de l'envoi au tribunal : il est à la fois Maigret et Salomon, demi-policier et demi-juge, tenu au secret quand il est policier, et à la publicité des décisions quand il est juge. Je tiens à souligner ce point : rendre public un simple soupçon, c'est porter atteinte à la réputation d'une personne qui, même si elle est par la suite déclarée innocente, ne s'en remettra jamais. Or aujourd'hui, la pression exercée au nom de la transparence sur un juge qui exerce deux fonctions distinctes fait que la loi sur le secret de l'instruction n'est plus du tout respectée.

● **Royaliste** : Vous remettez donc en question la procédure inquisitoire ?

Daniel Soulez Larivière : Vous savez qu'on oppose le système anglais et le système français, en oubliant de dire que la procédure accusatoire utilisée dans les pays anglo-saxons est en fait le système que les Normands ont importé en Angleterre et qui a été en usage en France jusqu'en 1539. Mais nous l'avons abandonné à cette date au profit du système inquisitorial, qui avait été en usage à Rome à l'égard des esclaves et qui avait été repris

par l'Eglise. La monarchie a donc adopté ce système pour la procédure pénale, qui comportait comme vous le savez la mise au secret absolu et la torture. Les Parlements ont défendu bec et ongles ce système atroce, et ce n'est qu'en 1788 que la torture a été abolie. La Révolution a importé le système « anglais », ce qui a provoqué une très grande confusion. On a donc repris en 1808 l'ancien système inquisitoire, en lui enlevant son côté saignant, mais en créant un juge d'instruction qui est l'héritier du Lieutenant criminel créé par François I^{er}. Et ce n'est qu'en 1897, après un débat de dix-huit ans, qu'on a introduit l'avocat dans le cabinet du juge d'instruction - grâce à un texte voté à la hussarde.

C'est là que commence le problème qui nous préoccupe aujourd'hui. Mais on voit bien que la revendication de transparence était justifiée, face à la terrible mise au secret de la procédure pénale dans l'ancienne France : la tradition démocratique n'a cessé d'inspirer des campagnes contre le secret de l'instruction, sans qu'on fasse la distinction entre le secret interne et le secret externe - entre la nécessité acquise depuis 1897 de communiquer à l'avocat les éléments du soupçon, mais dans le cabinet d'un juge, et le fait qu'on livre ce soupçon à l'extérieur, à la presse et à l'opinion publique. La transparence n'est donc pas souhaitable en tous lieux et à tous les moments. Cela d'autant plus que la télévision est entrée en jeu à partir de 1956, elle a spectaculairement mis en scène un crime odieux commis cette année là - ce qui a entraîné le vote de la loi sur le secret de l'instruction dont je vous parlais au début de notre entretien.

● **Royaliste** : Les transformations de la société française depuis vingt ans ne constituent-elles pas des circonstances aggravantes ?

Daniel Soulez Larivière : Si. La question de droit est prolongée par une double évolution sociale qui commence dans les années soixante-dix. Il y a un mouvement dans la presse, qui était une presse d'opinion et qui devient une presse d'investigation : la chronique judiciaire, qui était d'ordinaire un compte-rendu passif des procès, a été prise en main par des journalistes actifs, par de véritables enquêteurs. Il y a aussi le mouvement du monde judiciaire, marqué (et secoué) par la création du Syndicat national de la magistrature qui a voulu que les juges se mettent en prise directe sur la société et qui s'est adressé aux médias - au moment où ces médias changeaient de style. Les deux mouvements sont entrés en phase, au moment où l'affaire des micros posés par la DST au *Canard Enchaîné* devenait le symbole de l'illégalisme d'État. D'où la démonstration que la justice seule ne pouvait pas grand-chose contre cet illégalisme d'État, qu'une presse isolée en était facilement victime, et qu'il fallait une alliance entre la presse et la justice au nom de la démocratie.

La publication du rapport du juge Jean-Pierre dans *Le Point* marque l'aboutissement de cette logique, justifiable dans son intention première, mais qui entraîne de lourds effets pervers puisque sont violées, au nom de l'efficacité, des lois qui protègent les citoyens.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Daniel Soulez Larivière
a publié récemment au
Seuil,

« *Du cirque médiatico-judiciaire et des moyens d'en sortir* »

prix franco 128 F.

La femme piégée

Victime d'une campagne méthodiquement haineuse, la première femme qui entra à Matignon fut un bon Premier ministre auquel l'histoire rendra justice.

La gauche... Au congrès de Rennes, chacun put constater qu'elle avait éclaté en bandes rivales trop obsédées par l'échéance de 1995 pour se préoccuper de la réussite du second septennat de François Mitterrand. Le clan rocardien escomptait même la défaite des législatives pour rebondir victorieusement !

C'est dans ce climat pourri par l'ambition des présidentialistes que survint la nomination d'Édith Cresson, femme énergique, fort indépendante des modes et des courants, méprisant le parisianisme et le disant, mais qui avait pour avantages d'avoir un réel souci de l'État et une grande ambition industrielle pour la nation. C'est dire qu'elle dérangeait beaucoup de monde.

De fait, notre première femme Premier ministre devint très vite la cible de tirs croisés et d'une violence croissante. Les attaques de la droite, de pure routine et presque toujours convenables, furent les plus modérées et les plus supportables. Celles de Michel Rocard, de Laurent Fabius, de Pierre Bérégovoy et des seconds couteaux de ces hiérarches furent au contraire dictées par une haine minutieuse et basse. Salie et trahie par son propre parti, Édith Cresson fut en outre accablée

devant l'opinion publique par une impitoyable campagne médiatique où se mêlait la démagogie antiféministe, l'anti-mitterrandisme, l'attente veule de l'arrivée de la droite et les manipulations des clans socialistes : ignominies du « Bébête show » de TF1, désinformations, philippiques du *Monde*, où Jean-Marie Colombani confondait allègrement analyse politique et delorisme militant...

Dates et citations à l'appui, Élisabeth Shemla

retrace toute cette campagne et montre comment la fameuse déclaration sur les « charters » fut manipulée, et nous apprend que celle sur l'homosexualité en Grande-Bretagne n'était qu'une vague remarque faite dans un tout autre contexte en

... 1987 ! Édith Cresson fut bien une « femme piégée » et nous savons maintenant, grâce à sa biographe, pourquoi et comment.

Rien que pour cela, le livre d'Élisabeth Shemla mérite d'être lu (1). Mais il est également riche d'aperçus sur la personnalité d'Édith Cresson, sur son itinéraire politique, et permet d'apprécier à sa juste valeur le bilan d'un Premier ministre qui se consacrait exclusivement à sa fonction et qui avait la volonté de changer la société française. De cela, ses ennemis du parti socialiste se moquaient. Mais ce faisant ils se disqualifiaient. La sanction électorale de 1993 n'en fut que plus méritée.

Yves LANDEVENNEC

(1) Élisabeth Shemla - « Édith Cresson, La Femme piégée » - Flammarion, 1993. Prix franco : 138 F.

Eichmann à Jérusalem

La parution aux États-Unis en 1963 de ce « reportage » d'Hannah Arendt fut à l'origine d'une polémique violente dont les effets se faisaient encore sentir à la mort de la philosophe en 1975.

La récente réédition de « *Eichmann à Jérusalem, rapport sur la banalité du mal* » comporte une importante présentation qui rappelle la genèse de l'ouvrage et précise les motifs de la polémique qu'il a suscitée. Ce témoignage d'Hannah Arendt, envoyée spéciale pour le *New Yorker* au procès d'Eichmann avait en effet soulevé une vive controverse en particulier parce qu'il faisait apparaître un Eichmann d'autant plus inquiétant qu'il était banal.

Hannah Arendt met en évidence la réduction systématique au niveau social de toute chose - aux dépens des domaines public et politique - entraînant une perte de la capacité de juger et permettant la banalisation du mal. Tout ce qui est d'ordre privé devient réglé par un certain conformisme. Le langage lui-même se retrouve dépourvu de contenu, sans plus aucune trace d'identité personnelle. Ainsi Eichmann ne connaît-il que le langage administratif. Pour lui la loi est la loi et les « paroles du Führer ont une puissance de droit... ».

Comment est-il possible alors, dans ce contexte du troisième Reich, de trouver un fondement à la loi universelle pour mettre en cause une loi positive totalement injuste ? Dans le cas Eichmann, le mal a perdu tous ses caractères, il se banalise : « *Dans le troisième Reich, le mal avait perdu cet attribut par lequel on le reconnaît généralement* ».

Comment est-il possible alors, dans ce contexte du troisième Reich, de trouver un fondement à la loi universelle pour mettre en cause une loi positive totalement injuste ? Dans le cas Eichmann, le mal a perdu tous ses caractères, il se banalise : « *Dans le troisième Reich, le mal avait perdu cet attribut par lequel on le reconnaît généralement* ».

Marjorie RICHIER

Hannah Arendt - « *Eichmann à Jérusalem* », présentation par Michelle-Irène Brudny-de Launay - Éd. Gallimard, coll. Folio histoire - prix franco 68 F.



camp de Treblinka fut condamné à la pendaison en 1988 avant d'être finalement acquitté - au bénéfice du doute - par la Cour suprême israélienne en 1993 ; cette même Cour qui avait condamné Eichmann à la peine de mort.

La question n'est pas de savoir qui est coupable et qui est innocent mais bien celle de savoir comment en arrive-t-on à tuer des millions de personnes alors que les droits universels de l'homme ont été proclamés depuis près d'un siècle.

Antigone et Abraham

Quelle belle idée d'avoir repris ce dialogue Boutang/Steiner ! (1). C'était aux origines d'une émission télévisée pleine d'audace : *Océaniques*. J'en ai gardé le souvenir ému. Imaginons au débouché de l'autoroute du Nord un immense terrain livré à l'incessant manège des camions remorques. Au milieu de ce terrain - allez savoir pourquoi - un studio de télévision. Et encore, une canicule insupportable à laquelle s'ajoute la chaleur des projecteurs. Dans ce studio face à face, Pierre Boutang et George Steiner... Vous retrouvez aujourd'hui dans le livre leurs propos inchangés et intemporels. Ils sont hommes d'une telle étoffe qu'il leur suffit d'être ensemble, pour tout oublier de cet environnement étrange, de cette chaleur insupportable, et presque même des animateurs et des quelques invités censés leur poser des questions. Deux heures n'épuiseront pas leur impatience de se parler, pour s'obliger mutuellement à puiser au plus profond d'eux-mêmes. Car ce dialogue, ils auraient pu l'avoir ailleurs, que sous ces lampes infernales dont ils se moquaient tout autant que des caméras. Pour les téléspectateurs, la télévision devenait intéressante parce que justement on se moquait de faire de la télévision.

Et aujourd'hui où cela fait un livre, c'est toujours aussi prenant, aussi poignant, parce que le sujet est essentiel. Parler d'Antigone et d'Abraham pour ces deux philosophes c'est parler des interrogations éternelles, en se référant aux grands textes : la Bible, les classiques. C'est la culture, dira-t-on, non sans raison, bien que le terme soit un peu galvaudé. Mais ici, justement il reprend tout son sens. A la fin du livre, George Steiner pose la question non sans crainte : « *Croyez-vous qu'on parlera comme nous avons essayé de parler ? Va-t-on lire comme nous essayons de lire ? Va-t-on citer ?* ». Et de raconter une anecdote qui se situe en 1968. Au cours d'une conférence en Allemagne au début de l'insurrection étudiante, et alors qu'il commence à réciter un poème de Mörike, il est brutalement interrompu par un jeune qui hurle : « *Ici, Monsieur Steiner, on ne cite plus* ». Rien ne pouvait plus frapper le professeur de littérature comparée qui ne vit que dans les textes et ne cesse de les répéter, sachant que sans désespérer ils produisent de nouveaux échos dans l'âme. D'où la crainte : « *Ici, on ne cite plus, c'est la fin de notre culture, en Occident, comme nous l'avons plus ou moins connue depuis les présocratiques qui aimaient se citer, et se mal citer les uns les autres* ».

Relire Sophocle et la Genèse

Cet aspect du rêve soixante-huitard d'effacer la mémoire, d'égaliser tout ce qui dépasse - plus de grands textes ! - a-t-il disparu ? La fin du cauchemar marxiste et le discrédit de la révolution culturelle comme holocauste du passé a pu aider à s'en débarrasser. Mais il est d'autres façons de trahir la culture, ne serait-ce qu'en vouant les masses à la crétinisation des *reality show* et à la bassesse d'un certain langage radio. A contre-courant, Boutang et Steiner prétendent qu'ils n'ont rien de plus intéressant à proposer (si on a une conception autre que médiocre de l'intérêt de l'homme) que s'efforcer de lire et de relire Sophocle et la Genèse. Traduire un seul vers d'Antigone c'est ouvrir en nous tout un registre pour s'étonner et penser. Même un seul mot, « *ce point d'ironie et de violence qui met absolument Créon dans son tort* ». Ceux qui croient que Créon et Antigone nous mettent « hors de l'actualité » se trompent à moins que l'actuel ne soit justement que ce qui demain sera dévalorisé par une autre actualité. Mais si l'actuel est comme dit Boutang qui connaît son Aristote ce qui est en acte, alors il ne fait pas de doute que Sophocle nous ramène à la vérité totale de notre vie et des événements contemporains qui nous ont le plus marqués.

Steiner va droit au but. Pour lui, cette affaire de Créon qui ne veut pas qu'on ensevelisse le frère bien aimé c'est toute l'horreur de ces millions de morts pour lesquels nul tombeau n'a été préparé. Aussi

lorsque le monde a appris ce qui s'était passé au Cambodge sous Pol Pot, il ne devait y avoir partout qu'un seul langage possible : « *Alors on intervient, on arrête ça pour rester homme, c'est-à-dire, pas pour trouver une solution politique, on ne la trouvera pas, ni pour faire une justice abstraite, c'est beaucoup trop compliqué et lointain comme notion, mais, comme dirait Antigone, parce que je suis moi, parce que je suis à la face de Dieu un être humain, je ne veux plus vivre avec ces nouvelles-là qui sont les nouvelles les plus anciennes de la terre* ». A partir de là, la confrontation entre les deux interlocuteurs, si proches pourtant par leur piété humaniste commune, va se faire plus âpre, la question étant de savoir si après Auschwitz il y a encore une espérance possible. Et même pour un juif comme Steiner qui est dans l'entre-deux par rapport à un judaïsme orthodoxe, s'il est encore un messie possible.

Et d'abord la Grèce elle-même a-t-elle connu la grâce comme le croyait Simone Weil ? Pierre Boutang : « *Je crois que la grâce est dans la Grèce* ». George Steiner est moins affirmatif. Il perçoit cette lumière noire de la conscience de l'injustice à mettre au crédit grec mais il va aussi plus loin en évoquant l'intimité d'Antigone avec le divin qui implique le secret, thème cher à son vis-à-vis. Antigone n'invoque sur ce point aucune justification publique, sauf une précise Boutang : « *Toi tu détestes, moi j'aime. Et moi, parce que je suis née pour, je suis née pour ça. Et il y a un moment dans toute religion, dans la religion juive aussi, c'est vrai, où ce n'est pas à cause de ceci ou de cela ou de tel rite : parce que Dieu est Dieu et que je l'aime* ».

La seconde partie du dialogue qui s'amorce sur le sacrifice d'Abraham monte encore dans le crescendo non du désaccord mais de l'espérance qui se heurte la tête au mur. Steiner assaille littéralement Boutang sur le désespoir, le silence de Dieu et encore l'attitude chrétienne face au judaïsme. N'y a-t-il pas chez saint Paul ou chez lui, Boutang, le vœu plus ou moins avoué d'une disparition ? Sur ce point l'autre se récrie et c'est un cri du cœur : D'abord Paul ne dit pas cela dans l'épître aux Romains et puis : « *... Vous avez à la fois ma parole et mon honneur : c'est faux. A aucun moment je n'ai pu vouloir, d'ailleurs, on ne peut vouloir la destruction de rien qui soit de l'esprit... Votre question non seulement est désobligeante, mais elle n'a pas de sens pour moi. Elle détruit dans les termes mêmes ce qu'est l'esprit* ».

Discussion terrible qui va à tâtons, car elle explore la région des ténèbres, région d'une irrécusable réalité. Le tout est de savoir si cette réalité permet encore d'espérer. Boutang croit que oui, parce qu'au delà du Vendredi saint, il y a la Résurrection. Steiner lui a tendance à s'enfermer dans le grand silence du Samedi saint. Dans son beau livre « *Réelles présences* » (2) il s'en est expliqué et Boutang dans le portrait qu'il fait de son ami au début du dialogue cite ces pages admirables d'où il ressort que le Samedi saint n'est pas sans une immense attente.

La rencontre et l'amitié de ces deux hommes, qu'a priori tant d'obstacles rendaient impossibles, constituent un événement hautement significatif en notre temps. Boutang ne parle-t-il pas du « *merveilleux ami, et le moins attendu qui aura éclairé une plage déjà tardive de ma vie* ». Elles devraient produire sur beaucoup d'esprits une impression singulière. Il est si rare aujourd'hui que la parole atteigne pareille hauteur et que cette parole soit prononcée hors toutes concessions. L'histoire les a marqués de telle façon l'un et l'autre que leur rapprochement incongru oblige à casser les convenances, les barrières. Miracle de la vraie culture ? Sans doute mais aussi d'une parole vraie, qui sait aller jusqu'au bout de ce que permet le mystère du langage. La culture n'est rien si elle ne sait pas que les mots sont questionnement poétique et donc théologique.

Gérard LECLERC

(1) Pierre Boutang/George Steiner « *Dialogues - Sur le mythe d'Antigone et le sacrifice d'Abraham* » - Éd. J.-C. Lattès - Prix franco : 128 F.

(2) George Steiner - « *Réelles présences* » - Éd. Gallimard - Prix franco : 138 F.



Du mythe à l'histoire

En choisissant de consacrer sa dernière oeuvre à « la Pucelle » - « les Batailles » et les « Prisons » ne constituant, en fait, qu'un seul film - Jacques Rivette a pris tous les risques. Alors, pari gagné ? Plus que cela... Bien plus.

Ce n'est sans doute pas un hasard si le diptyque porte nom « Jeanne la Pucelle » : cela nous renvoie à la pureté de l'héroïne, avant que le mythe ne la statufie et, partant, lui ôte beaucoup d'humanité. Jacques Rivette évite toute grandiloquence pour atteindre, à travers la simplicité qui fut celle de Jeanne, à la grandeur. Il a compris que la vérité exige plus que la simple exactitude historique, même si l'Histoire dans toute sa dimension politique constitue l'un des fondements de sa réussite.

- déjà - de « *real politic* ».

La force du symbole

Car la politique - la vraie - est toujours sous-jacente, voire omniprésente pour qui sait voir. Notamment au Conseil Royal où s'affrontent le « réalisme » et la foi « qui soulève les montagnes » : folie que d'aller à Reims ; tout s'y oppose, il y aurait plus urgent... mais les arguments des militaires qui ne voient que les rapports de force immédiats ou du grand argentier qui ne veut rien gaspiller dans une aventure, devront s'incliner. Instinctivement, la jeune paysanne « sait » la force du symbole qui fera



passer aux yeux de tous - du plus petit au plus grand seigneur - le « gentil Dauphin » à l'état de Roi. Outre Jeanne, les femmes sont d'ailleurs très présentes et, même sans guerroyer, non dépourvues d'influence, de pouvoir et de bon sens : ainsi l'épouse et surtout la tante de Jean de Luxembourg, inféodé à la Bourgogne alliée à l'Angleterre.

Faut-il dire que l'interprétation de Sandrine Bonnaire est exceptionnelle et, tout spécialement dans « les Prisons », bouleversante, prise qu'elle est dans l'état d'un enfermement progressif ?

Il n'est pas ridicule d'écrire qu'aujourd'hui encore Jeanne d'Arc reste pour nous une référence : « Je sais ce que je dois faire, je ne sais pas toujours comment ».

Alain SOLARI

Riton

Livré à lui-même dès son plus jeune âge, Henri Gesmier a bien connu les échecs scolaires, les petits boulots sans lendemain, la solitude. L'orphelinat dans lequel il a été élevé le marquera toute sa vie. Pourtant grâce à son courage, sa ténacité et sa foi en Dieu il s'est accroché, a remonté la pente. Parce qu'il ne supportait pas de rester inactif devant les injustices qui l'entouraient, il devint éducateur social, et, parce que la foi ne l'avait jamais abandonné il devint prêtre.

Pour Riton - comme les jeunes l'appellent - être éducateur, que ce soit en prison ou dans la rue, n'est pas un métier mais une façon de vivre. C'est une disponibilité totale, un complet don de soi à ceux qui en ont besoin. Il apporte l'affection, la compréhension, le soutien d'un père à des jeunes sans espoir mais aussi l'expérience de ses années de galères qui l'ont beaucoup rapproché des jeunes dont il s'occupe.

Refusant toute récompense, sincèrement sans chercher à dénoncer des injustices bien présentes, il témoigne, il raconte sans pudeur sa vie, son combat de l'ombre teinté d'amertume, ses incertitudes quant à son action. Au fur et à mesure du récit (par le biais d'anecdotes vécues), il montre la détresse des jeunes qui, confrontés aux problèmes du chômage, de la délinquance, de la drogue et du SIDA, sont rejetés par une société ne disposant pas de structures suffisantes pour les aider.

Plus qu'un témoignage poignant de générosité, ce livre est un appel à l'aide d'un homme dont l'action reste encore malheureusement marginale.

Cyrille RENOUVIN

Henri Gesmier - « Le deuxième père - Un prêtre à l'écoute des jeunes » - Ed. Anne Carrière - Prix franco : 128 F.

Adhérer à la N.A.R. ?

« Mais pourquoi adhérer à la N.A.R. ? Je suis déjà abonné et cela vous prouve bien que je vous soutiens... ». Cette réflexion, cent fois entendue, émise par des amis fort sympathiques et tout à fait sincères, a pour effet de m'exaspérer et pour plusieurs raisons.

D'abord parce qu'il s'agit d'une contrevérité. Bien sûr, *Royaliste* n'existerait pas s'il n'y avait pas ses abonnés. Mais ceux-ci ne font que payer le coût du journal qu'ils reçoivent sans que le N.A.R. n'en tire un sou de bénéfice.

Ensuite parce que lire un journal dont les articles vous intéressent n'implique absolument pas que vous partagez ses convictions. *Royaliste* a - et c'est heureux - de nombreux lecteurs qui ne sont pas royalistes ! Mais alors, il me semble normal que ceux qui le sont, marquent d'une manière particulière leur désir de voir aboutir l'idée royaliste.

Adhérer à la N.A.R. n'implique nullement un accord total et aveugle avec nos analyses ou nos prises de position mais c'est seulement nous donner les moyens indispensables à la poursuite de notre action. C'est aussi vous permettre de faire entendre votre voix et d'influer sur la ligne suivie par notre mouvement.

Concrètement adhérer c'est remplir un formulaire d'adhésion et prendre l'engagement moral de verser mensuellement une cotisation dont le montant est fonction de vos revenus.

Dernier point et non des moindres : une augmentation du nombre de nos adhérents accroîtrait sensiblement la crédibilité de notre mouvement tant au plan national qu'au niveau local et nous permettrait de mieux faire entendre la voix des royalistes.

Yvan AUMONT

Téléphonez-moi au (1)42.97.42.57 pour recevoir un formulaire d'adhésion.

ILE-DE-FRANCE

Donner de la force à la NAR en Ile-de-France

L'augmentation assez sensible des effectifs de la Fédération Ile-de-France a permis récemment le développement et la multiplication de ses activités et, par là même, de faciliter de nouvelles adhésions.

Mais beaucoup de travail reste à faire et nous avons besoin de votre aide. Si vous voulez donner une dimension constructive à votre adhésion, si vous voulez promouvoir les solutions politiques que nous préconisons, si vous voulez que les royalistes soient connus et reconnus, il faut alors mettre les « bouchées doubles » en multipliant nos champs d'action et d'influence. Vous avez toutes les raisons de confirmer votre adhésion en venant nous rejoindre.

N'hésitez pas à contacter votre délégué régional, Hugues Bouchu, lors d'un « Mercredi de la NAR » ou même à participer à la prochaine « Réunion de la Fédé », le 26 mars à 17 h au local de la NAR.

SONDAGE

Dans le cadre de ses sondages réguliers le serveur 3615 ROYAUTE pose actuellement la question suivante : *Quels sont les trois princes d'Europe (souverains ou non) représentant le mieux à vos yeux l'image de la monarchie dans le monde ?*

Les réponses doivent être données avant le 10 avril soit par minitel (3615 ROYAUTE) soit par téléphone au 36.68.17.94 rubrique « Laissez-nous un message ».

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription « *Royaliste* ». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

ANCIENS NUMÉROS

Nous proposons des anciens numéros de « *Royaliste* », par année complète, au prix franco de 300 F. Sont disponibles toutes les années de 1977 à 1993, à l'exception de 1979.

La plupart des numéros sont également disponibles un par un au prix franco de 17 F pièce.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 23 mars - Ancien ministre, député malheureusement battu voici quelques mois, Bernard STASI est un des dirigeants du CDS et un des plus authentiques représentants de la tradition démocrate-chrétienne. Chacun sait que c'est un homme politique courageux, qui n'a pas hésité à affronter la xénophobie ambiante dans un essai remarqué sur l'immigration. Le titre de son nouveau livre sonne comme un défi puisque Bernard Stasi affirme qu'il a « La politique au coeur » au moment même où ce métier souffre d'un large discrédit. Sur les raisons de son engagement, sur l'action politique en tant que telle, Bernard STASI engagera avec nous le débat.

● Mercredi 30 mars - Le roi d'Espagne est devenu un personnage familier de la scène internationale et nul n'ignore que c'est un chef d'État qui bénéficie d'une remarquable popularité dans son pays. Pour nous, Juan Carlos est l'incarnation d'une révolution réussie : celle qui a fait passer l'Espagne de la dictature à une démocratie moderne, libérale au meilleur sens du terme. Reste, encore et toujours, à réfléchir sur la fonction royale, et à mieux connaître la personne qui incarne le pouvoir. Ami de longue date de Juan Carlos Ier, auteur d'un ouvrage remarqué sur celui-ci,

José-Luis de VILALLONGA nous parlera du ROI D'ESPAGNE - de l'homme, de l'exercice de ses responsabilités et de l'avenir de sa dynastie.

● Mercredi 6 avril - Professeur à la Sorbonne, auteur de nombreux ouvrages de philosophie, Alain RENAULT a aussi rédigé en collaboration avec Luc Ferry plusieurs essais qui ont alimenté les débats intellectuels de ces dernières années. Il a publié voici peu un livre sur Jean-Paul Sartre, philosophe engagé, figure emblématique dont la vie et l'oeuvre continuent d'exercer un fort pouvoir d'attraction. S'interroger sur l'itinéraire de Sartre, c'est aussi réfléchir sur la situation philosophique contemporaine, et plus généralement sur notre époque. « Sartre, le dernier philosophe ? » la question posée par Alain Renault ouvre un débat qui dépasse, comme l'oeuvre de Sartre, le cadre de l'Université.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

ABONNEMENT DE PROPAGANDE

Envoyez-nous les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « *Royaliste* ». Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Demande de documentation

Si ce journal vous intéresse, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Comité de Paris Général de Gaulle

DIALOGUE SUR LA FRANCE

Correspondance et entretiens 1953-1970



Par ses lettres de 1953-1970 FAYARD

On trouvera dans cet ouvrage la correspondance et les comptes rendus des entretiens entre le général de Gaulle et le comité de Paris entre 1953 et 1970.

Ces documents éclairent d'un jour nouveau les rapports entre les deux hommes et permettent de préciser comment et dans quelles conditions le général de Gaulle a songé à faire du comité de Paris son successeur.

La haute tenue des propos et l'élévation de pensée des deux interlocuteurs, mus l'un et l'autre par la même passion de la grandeur de la France, restent un exemple et une source de réflexion pour le lecteur d'aujourd'hui.

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Code/Ville :

commande et de « Dialogue sur la France » au prix de 135 F (prix franco) et joins le règlement à l'ordre de « *Royaliste* », 17 rue des Petits-Champs 75001 Paris

Pour le changement social

Jusqu'où irons-nous ? Je dis nous parce que la Nouvelle Action royaliste participe au mouvement social, parce que ses militants et ses sympathisants sont actifs dans les syndicats et dans les associations qui organisent la protestation contre Matignon et qui, déjà, ont fait reculer le Premier ministre sur le SMIC-jeunes.

Jusqu'où irons-nous ? Aussi loin que possible, sans craindre ceux qui parlent de manipulation de l'opinion publique et de revanche, par la rue, sur la déroute électorale du printemps dernier. Qu'importe le Parti socialiste ! Ce mouvement social, nous l'attendions depuis des années, nous l'espérions au temps de la gauche pour faire reculer le patronat, pour secouer la gestion molle de Michel Rocard, pour contraindre le pauvre Pierre Bérégovoy à changer de politique économique et sociale.

RÉVOLTE

Depuis un an, la droite conservatrice a repris la même politique, pour la durcir encore, pour la pousser à ses conséquences extrêmes. Le prétendu « réalisme » d'une gauche honteuse d'elle-même a été systématisé par M. Balladur au point de devenir une politique de classe, de castes et de clans - celle de la bourgeoisie patronale, de l'affairisme triomphant et de ceux qui parient sur le présidentiable installé à Matignon. Tous ces gens n'ont pas de problèmes de fin de mois et ignorent la peur du chômage ; pour eux, l'exclusion sociale est une abstraction chiffrée, non une angoisse vécue ou redoutée. Tous ces gens ont cru qu'une gauche à terre et des syndicats affaiblis leur donnaient le pouvoir de faire n'importe quoi, à condition de jeter quelques milliards aux mécontents, et d'apaiser les inquiétudes sociales par une panoplie de mesures xénophobe. C'est raté.

C'est raté, parce que, les lycées et les quartiers se mobilisent pour empêcher

qu'on expulse de France un élève ou qu'on sépare un couple au nom des lois Pasqua.

C'est raté, parce que les Français ne demandent pas l'aumône mais la dignité - celle du travail honnêtement rétribué, du diplôme reconnu, du métier choisi.

C'est raté, parce que les Français sont assez lucides pour voir que les promesses faites il y a un an n'ont pas été tenues, que les dizaines de mil-



liards donnés au patronat n'ont pas été investis dans l'économie mais placés en Bourse, et que l'incohérence de la politique économique les conduit à la catastrophe.

C'est raté parce que Matignon, qui se préparait à gérer une succession de « problèmes », est maintenant placé devant un risque majeur : celui de la conjonction de toutes les révoltes. Révolte des banlieues, contre la misère et l'exclusion sociale. Révolte des étudiants et des lycéens, contre la dévaluation des diplômes et la réduction de l'emploi à une forme plus ou moins déguisée de travail servile. Révolte des policiers, qui ne veulent pas être les boucs émissaires d'une crise qui touche leur famille, leurs enfants, leurs amis. Révolte de tous ceux dont le métier est menacé par la concurrence déloyale de ceux qui exploitent des peuples prolétariés.

C'est raté, parce que M. Balladur est un homme seul, chef d'un gouvernement où les seuls hommes forts -

Alain Juppé, Charles Pasqua - ne sont pas de son monde. C'est raté parce que nous avons pour Premier ministre un incapable, qui a créé par une exceptionnelle accumulation d'erreurs et de fautes les conditions de l'explosion sociale.

CHANGER

Mais jusqu'où aller ? L'abrogation des décrets organisant le SMIC-jeunes est un préliminaire indispensable. Ensuite, il faudra que M. Balladur comprenne que la France n'est pas le pays de l'impossible réforme, contrairement à ce qu'il croit : simplement, la plupart des Français ne veulent pas de réformes inspirées par l'idéologie du libéralisme économique et social. Il faut donc changer de politique et, logiquement, de Premier ministre.

Car une autre politique est possible, nécessaire et urgente. Il faut relancer la consommation, et par conséquent résoudre le problème de l'endettement des ménages. Il faut une nouvelle politique des salaires et des revenus, inspirée par le souci de redistribution équitable des richesses - ce qui implique des sacrifices pour les plus riches et la garantie pour tous d'un revenu minimum d'existence (1). Il faut se décider à choisir l'activité économique contre le capitalisme des rentiers et des spéculateurs. Il faut se décider à accomplir la grande révolution de l'emploi que la gauche a refusée quand elle était au pouvoir (2). Il faut réorganiser la concurrence internationale afin d'arrêter les ravages du libéralisme sauvage en remplaçant le GATT par une nouvelle organisation mondiale (où les États-Unis ne seraient plus juge et partie) et en organisant l'économie du continent européen dans le cadre d'une protection douanière et selon un vaste projet industriel.

C'est vite dit ? Nous avons déjà fait les développements nécessaires et nous recommencerons bien volontiers. Des idées pour changer, nous en avons plein la hotte. Nous les offrons à tous ceux qui rêvent d'une nouvelle société.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'article de Chantal Euzeby, *Revue du Mauss*, 2^e sem. 1993.

(2) cf. l'article d'André Gorz et Jacques Robin, *Libération* du 24 février 1994.